

Affirmer que le parlement britannique s'opposerait à cette mesure, sauf dans les circonstances que j'ai dites, c'est tout simplement rendre justice au parlement impérial—au roi, aux lords et aux communes de la Grande-Bretagne. Mais monsieur l'Orateur, si nous votions le projet et qu'il ne fût pas adopté en Angleterre ou, si l'attitude hostile de la gauche obligeait le Gouvernement à retirer cette proposition, qu'arriverait-il ?

La conséquence serait qu'on recourrait à une consultation populaire immédiate, et cela durant la guerre; et cette consultation populaire se ferait, non pas sur les graves questions de la guerre, non pas sur les grandes idées suggérées par ce conflit, non pas sur la conduite des opérations de guerre par le Gouvernement, non pas sur les problèmes qui se dressent en ce moment devant nous, se rattachant à la guerre, mais bien sur le refus de l'opposition au Parlement canadien de prolonger le terme de la législature. En vérité, ce serait là un plèbre argument à invoquer pour faire appel au corps électoral, et voilà pourquoi j'affirme qu'au lieu de diviser le pays sur pareil sujet, il est préférable, non seulement pour des raisons majeures, mais ne serait-ce que pour celles qui ont le moins d'importance, de maintenir l'unanimité qui a régné jusqu'ici au sein de cette Chambre.

Nous ne nous opposerons pas aux résolutions.

Au demeurant, que nous demande-t-on ? On ne nous demande nullement d'enlever au peuple canadien la direction de ce Parlement, mais tout simplement de suspendre pour une courte période de douze mois le verdict du corps électoral sur la politique du Gouvernement, sur les questions générales auxquelles cette guerre a donné naissance. Pour tous ces motifs, monsieur l'Orateur, en vue de la responsabilité dont m'ont chargé mes honorables amis, en vue des droits du peuple et de ce que je juge conforme aux intérêts du pays, après avoir mûrement étudié la question, je ne suis pas disposé à m'opposer à la proposition, mais je la laisserai adopter à l'unanimité dans cette Chambre. Je le sais, la question est importante, mais si importante soit-elle, elle pâlit devant les graves problèmes qui se dressent devant nous; elle pâlit devant la grandeur des devoirs qui incombent aux alliés.

Considérons un instant les événements de la guerre. Le résultat de la campagne de 1914 fut favorable aux alliés. La bataille de la Marne eut pour effet de briser les plans préparés de longue main par le grand état-major allemand en vue d'une victoire facile et rapide, et, à la fin de 1914, le kaiser et son état-major étaient occupés à entasser des centaines de mille cadavres dans les marais des Flandres, dans un vain effort pour atteindre Calais. Sur le front oriental, les Russes avaient marché de victoire en victoire; ils s'étaient emparés de la Galicie; ils avaient atteint le sommet des Carpathes et se disposaient à envahir la Hongrie.